



## La politique étrangère du Mexique sous AMLO: retour aux principes fondamentaux.

Connaître la "doctrine Estrada" pour comprendre le Mexique

Par [Nery Chaves Garcia](#)

Mondialisation.ca, 04 novembre 2019

[cela.org](#) 18 septembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

AMLO (Andrés Manuel López Obrador) a donné la priorité aux défis internes du Mexique plutôt que de renforcer son rôle en matière de politique internationale. Toutefois, il a insisté pour marquer un retour aux principes historiques qui caractérisaient autrefois la politique étrangère de son pays.

(18 septembre 2019). Près de neuf mois après l'accession d'AMLO) à la présidence, son administration a apporté une série de nouveautés significatives tant en politique intérieure qu'extérieure. Dans le cadre de la célébration du Jour de l'Indépendance [fête nationale, le 16 septembre, NDT], un examen de la politique étrangère sous l'ère AMLO nous permet d'identifier les contrastes existant par rapport aux derniers mandats sous la gestion du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) [2012-2018, NDT] et du Parti Action Nationale (PAN) [2000-2012, NDT].

« Nous allons mener une politique étrangère non-protagoniste, nous ne voulons pas être celui qui voit la paille dans l'œil du voisin et pas la poutre dans le sien. La meilleure politique étrangère est la politique intérieure »[i] : voilà la promesse d'AMLO pendant la campagne électorale. Il a ainsi donné la priorité à la résolution des conditions internes du Mexique plutôt qu'au renforcement de son rôle sur la scène internationale. Toutefois, il a insisté sur le retour aux principes de la politique étrangère mexicaine tels qu'ils sont consacrés par l'article 89, paragraphe X, de sa Constitution :

« Mener la politique étrangère et conclure des traités internationaux, ainsi que mettre fin, dénoncer, suspendre, modifier, amender, retirer des réserves et formuler des déclarations interprétatives à leur sujet, en les soumettant à l'approbation du Sénat. Dans la conduite d'une telle politique, le chef du pouvoir exécutif devra observer les principes normatifs suivants : l'autodétermination des peuples ; la non-intervention ; le règlement pacifique des différends ; l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force dans les relations internationales ; l'égalité juridique des États ; la coopération internationale pour le développement ; le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme ; la lutte pour la paix et la sécurité internationales » [ii].

Le fait que ces principes soient au cœur de la politique étrangère [mexicaine] est lié à la Doctrine Estrada, promue en 1930 par le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Genaro Estrada Felix. Cette doctrine est d'abord née sur le papier dans une note rédigée par

Estrada, qui sera plus tard reconnue comme un document officiel de la politique étrangère mexicaine.

Ce document prend comme point de départ l'expérience du Mexique dans la recherche d'une reconnaissance internationale. En effet, ce pays latino-américain avait dû faire des concessions aux grandes puissances afin d'être reconnu comme un État souverain, en particulier par les États-Unis. En ce sens, Genaro Estrada considérait la pratique de la déclaration de reconnaissance comme quelque chose de méprisant et qui pouvait atteindre à la souveraineté des autres nations (Soler 2002)[iii]. Ainsi, le Mexique allait fonder sa politique étrangère sur les principes d'autodétermination des peuples et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. Des principes qui, de surcroît, sont conformes à ce qui est consacré aujourd'hui dans la Charte des Nations Unies.

C'est cette doctrine qui explique pourquoi le Mexique a été le seul pays d'Amérique latine à ne pas avoir rompu ses relations diplomatiques avec Cuba en 1962 lors de la crise qui a entraîné l'expulsion de l'île des Caraïbes de l'Organisation des États américains (OEA).[iv] En effet, la Doctrine stipule expressément que le Mexique n'a pas à se prononcer sur la légitimité des gouvernements d'autres pays, ni à les qualifier, bien qu'il se réserve le droit de modifier ses représentants diplomatiques présents dans un autre État, en plus de ceux accrédités au Mexique : « Maintenir ou retirer, lorsqu'il le juge approprié pour ses agents diplomatiques, et continuer d'accepter, lorsqu'il le juge approprié, les agents diplomatiques similaires que les nations respectives ont accrédités au Mexique, sans qualifier, ni hâtivement ni a posteriori, le droit que possèdent les nations étrangères » (Soler 2002 ; 41).

Mais l'esprit de cette doctrine a été mise de côté par plusieurs gouvernements [mexicains]. En effet, les principes de la politique étrangère mexicaine ont été modifiés par les présidents Vicente Fox et Felipe Calderón -du PAN-, qui ont inclus « la défense de la démocratie » comme nouveau principe directeur. C'est ce qui leur permettra d'étriller les relations avec Cuba et plus tard, au président Enrique Peña Nieto [du PRI, NDT], d'assumer un rôle prépondérant dans la condamnation du gouvernement bolivarien du Venezuela.

Avec le gouvernement d'AMLO, la Doctrine Estrada s'impose comme une pierre angulaire. Elle est couplée à l'adoption d'un rôle de non-protagoniste sur le plan international. Selon l'actuel président, ceci : » (...) ne signifie pas que nous allons nous isoler, mais que nous allons nous adapter aux principes constitutionnels : à la non-intervention, à l'autodétermination des peuples, à la coopération pour le développement, au règlement pacifique des controverses, au respect des droits humains « .[v] La coopération pour le développement est essentielle dans la politique étrangère menée par AMLO ; un de ses objectifs répond à la protection des ressortissants [mexicains] dans d'autres pays ainsi qu'à la prévention de la migration. Cette condition a amené son gouvernement à réduire des budgets destinés à sa représentation à l'étranger et à les réorienter vers des projets d'infrastructure. [vi]

Lors de la passation de pouvoir [le 1er décembre 2018, NDT], AMLO a clairement indiqué que son pari politique visait le respect de l'autodétermination des peuples. Cela a permis la présence de 20 dirigeants de tous les horizons politiques à sa cérémonie d'investiture, d'Evo Morales [Bolivie] et Nicolás Maduro [Venezuela] -en plus de l'invitation de l'ancienne présidente argentine Cristina Fernández [Argentine]- à des figures réactionnaires telles que Juan Orlando Hernández [Honduras] et Jimmy Morales [Guatemala], ainsi que Lenin Moreno [Équateur], Iván Duque [Colombie] et Martín Vizcarra [Pérou]. Durant cet événement, protocoles et traditions ont été rompus.

Dès le début de son mandat, AMLO s'est vu confronté à un moment historique dans la région : l'auto-proclamation de Juan Guaidó comme président intérimaire du Venezuela et la question de sa reconnaissance internationale. Face à cette situation, AMLO n'a pas cédé sous les pressions du Groupe de Lima. Cet acte diplomatique représente, jusqu'à aujourd'hui, le plus fort symbole du retour à la Doctrine Estrada ainsi qu'une rupture complète avec la politique mise en place par le PRI et le PAN. Ainsi, au sujet de la crise vénézuélienne, le Mexique a choisi de prendre le chemin d'une solution par le dialogue tout en se retrouvant en position d'interlocuteur et/ou de médiateur.

Il est aussi important de noter le soutien donné par tous les pays d'Amérique latine pour que le Mexique devienne un membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. [vii] Le Mexique a déjà été membre dudit Conseil à quatre reprises : i) en 1946, avec Luis Padilla Nervo et Rafael de la Colina ; ii) en 1980-1981, avec Porfirio Muñoz Ledo ; iii) en 2002-2003, avec Adolfo Aguilar Zinser ; et iv) en 2009-2010 avec Claude Heller. La prochaine élection des membres non permanents aura lieu en 2020 et AMLO estime que la place du Mexique est assurée grâce au soutien unanime des 33 États d'Amérique latine.

Par la suite, dans un geste très fort sur le plan symbolique qui allait montrer quelles allaient être ses priorités, AMLO a renoncé à participer à la réunion du G20 [du 28 et 29 juin 2019 à Osaka, au Japon] préférant ne pas quitter le pays afin de continuer de s'occuper des questions domestiques. [viii] Il s'est contenté d'envoyer une lettre au G20 dans laquelle il a abordé les inégalités existant au niveau mondial et la nécessité d'y remédier rapidement étant donné que ce sont celles-ci qui provoquent violence, insécurité, dégâts environnementaux et flux migratoires.

Autre fait notable : neuf mois après le début de son mandat, alors que durant la même période son prédécesseur Enrique Peña Nieto avait déjà effectué 10 voyages à l'étranger, AMLO n'en a réalisé aucun. Une autre preuve de l'engagement de López Obrador de donner la priorité à la politique intérieure sur la politique internationale, transformant cette dernière en une extension de la gestion des affaires domestiques. De cette façon, AMLO a aussi mis un terme à la tradition de rendre visite au gouvernement étatsunien durant les premiers mois de gestion.

Les défis d'AMLO en matière de politique étrangère sont liés à la question migratoire ainsi qu'à la thématique du « développement ». Pour le gouvernement, ces deux questions sont étroitement liées puisque la Présidence estime que c'est en impulsant des projets de développement que les flux migratoires diminueront.

En ce sens, des accords d'investissements ont été conclus entre le Mexique et les États-Unis à hauteur de 25.000 et 5.800 millions de dollars respectivement pour lancer des projets de développement dans le sud du Mexique. [ix] Par ailleurs, le Mexique va investir environ 100 millions de dollars en Amérique centrale. [x] Pour citer un exemple, le programme « Semer la vie » - au Salvador- est le résultat d'un investissement de 30 millions de dollars pour produire des aliments et créer des emplois sur une zone de 50.000 hectares, bénéficiant ainsi quelque 20.000 familles.

AMLO maintient aussi fermement sa décision de ne pas accepter le statut de « Pays tiers sûr », contrairement à ce qu'ont fait le Guatemala et le Honduras. [xi] Récemment, le président López Obrador a conclu de nouveaux accords avec le gouvernement étatsunien qui donnent la priorité aux programmes de développement pour mes migrants au lieu de les criminaliser [xii].

Néanmoins, AMLO a fini par accepter de renforcer les effectifs de la Garde nationale (à la frontière sud) et de l'armée (à la frontière nord) pour effectuer des missions de contrôle migratoire, suite aux très fortes pressions du gouvernement de Donald Trump qui menaçait d'augmenter de 5% à 25% les droits de douane sur toutes les marchandises en provenance du Mexique, une augmentation qui aurait dévasté l'économie mexicaine.

Le dossier migratoire est sans aucun doute le principal défi de la politique étrangère du Mexique, un défi qui est directement lié à la politique intérieure. L'annonce d'investissements dans les infrastructures a déjà été critiquée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le Congrès national indigène (CNI) et le Conseil indigène de gouvernement. AMLO se voit ainsi confronté à l'un des dilemmes et contradictions les plus complexes auquel doivent faire face les gouvernements progressistes de la région : l'articulation de l'utilisation des ressources naturelles dans le respect de l'environnement et des droits des populations et peuples originaires affectés par les processus d'extraction.

Nery Chaves Garcia

Article original en espagnol : [Regresar a los principios: política exterior mexicana en la era AMLO](#), cela.org, le 18 septembre 2019.

Traduit par Luis Alberto Reygada pour LGS [@la\\_reygada](#).

NOTES :

[i] <https://mvsnoticias.com/noticias/nacionales/la-mejor-politica-exterior...>

[ii] <https://mexico.justia.com/federales/constitucion-politica-de-los-estad...>

[iii] Soler, J. (2002). La Doctrina Estrada. Revista de la Universidad de México, julio-agosto 2002. Disponible en : [http://www.revistadelauniversidad.unam.mx/ojs\\_rum/files/journals/1/art...](http://www.revistadelauniversidad.unam.mx/ojs_rum/files/journals/1/art...)

[iv] <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-46909829>

[v] <https://mvsnoticias.com/noticias/nacionales/mexico-tendra-una-politica...>

[vi] <https://lopezobrador.org.mx/temas/politica-exterior/>

[vii] <https://www.efe.com/efe/usa/politica/mexico-sera-candidato-al-consejo-...>

[viii] <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-48468281>

[ix] <https://actualidad.rt.com/actualidad/299429-eeuu-mexico-pactan-plan-in...>

[x] <https://www.elfinanciero.com.mx/nacional/mexico-invertira-100-millones...>

[xi] <https://www.jornada.com.mx/ultimas/politica/2018/12/21/mexico-no-accept...>

[xii] <https://www.usatoday.com/story/mexico/2019/09/11/andres-manuel-lopez-o...>

Nery Chaves Garcia : *Diplômée en relations internationales par l'Université nationale du Costa Rica.*

La source originale de cet article est [cela.org](#)

Copyright © [Nery Chaves Garcia](#), [cela.org](#), 2019

Articles Par : [Nery Chaves Garcia](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)